Conseil d'administration de l'AEFE

Vendredi 26 juin 2026

Monsieur le Président,

Monsieur le Directeur général,

Mesdames et Messieurs les membres du conseil d'administration,

1. **Nous avions alerté ; les faits nous donnent aujourd'hui raison**

Lors des précédentes réunions de conseil d'administration, nous avions été nombreux – pour ne pas dire majoritaires – à exprimer de fortes inquiétudes quant aux conséquences des mesures budgétaires drastiques adoptées en force en décembre. Ces inquiétudes avaient été largement écartées. Malheureusement, les faits nous donnent aujourd'hui raison. Dans plusieurs établissements - que vous connaissez sans doute - les effets sont déjà visibles et suscitent une vive émotion.

Au Vietnam, le lycée français international Alexandre Yersin de Hanoï est confronté à des suppressions de classes ; à l'augmentation des effectifs par classe et à la réduction des moyens pédagogiques. Ces décisions sont d'autant plus difficiles à comprendre que cet établissement en gestion directe dispose d'une situation financière solide, construite grâce à l'effort consenti depuis des années par les familles à travers les frais de scolarité.

Face à cette situation, qui suscite l'inquiétude et même l'indignation de la communauté scolaire, j'ai interrogé direction de l'Agence. Il m'a été répondu – et il est important de le citer – que « *dans le cadre de la réforme de son modèle économique, les services centraux de l'Agence ont approfondi cet hiver le travail*

d'analyse des moyens mis à disposition des EGD » et que « *dans le cas du lycée Alexandre Yersin, elle a simplement opéré quelques ajustements* ». Il m'a aussi été assuré que « *la qualité du service rendu aux familles qui nous font confiance continuera à être à la hauteur de leurs attentes* ».

Or, lorsque des enseignants publient une tribune, lorsqu'une pétition circule dans le réseau, lorsque les communautés éducatives expriment publiquement leur inquiétude, pouvons-nous encore parler de confiance ? Lorsque les effectifs par classe explosent et que les moyens diminuent, pouvons-nous sérieusement affirmer que la qualité du service rendu aux familles demeurera inchangée ? La réalité vécue sur le terrain du fait de ces « quelques ajustements » budgétaires semble malheureusement bien éloignée de cette présentation.

La situation est comparable au Lycée français international Marguerite Duras de Hô Chi Minh-Ville. Une pétition signée par plus de 800 personnels et parents d'élèves dénonce l'augmentation des effectifs au-delà de 25 élèves par classe ; la multiplication des classes à double niveau ; la fermeture d'une classe à la rentrée ; la hausse des frais de scolarité de 4,2%, supérieure aux 3,4% votés localement en conseil d'établissement ; le gel du projet d'extension pourtant indispensable et la coupe massive dans le budget d'investissement qui passera de 390 000€ à 100 0000€.

2. Une excellence pédagogique reconnue, mais désormais fragilisée

Pris isolément, chacun de ces choix pourrait être présenté comme un ajustement de gestion. Mais leur accumulation démontre la dégradation des conditions d'enseignement et l'affaiblissement de ce qui constitue la force première de notre réseau : son excellence pédagogique.

L'excellence de l'enseignement français à l'étranger est reconnue dans le monde entier. Elle constitue le principal facteur d'attractivité de nos établissements et justifie la confiance que leur accordent les familles. Mais, dans un contexte de concurrence internationale accrue, cette excellence n'est jamais acquise : elle repose sur des moyens, une organisation et une exigence constante. Or plusieurs signaux montrent aujourd'hui qu'elle est fragilisée.

Les remontées de terrain concernant l'organisation du baccalauréat cette année doivent nous alerter. Au Maroc comme à Berlin, des élèves ont dû passer les épreuves de français et de mathématiques le même jour, contrairement aux candidats scolarisés en France qui bénéficiaient d'une répartition sur deux journées distinctes. Après plusieurs heures d'épreuves exigeantes, les élèves ont dû enchaîner avec une seconde discipline nécessitant concentration, réflexion et endurance. Dans certains pays, notamment au Maroc, cette situation a été aggravée par des conditions climatiques particulièrement difficiles.

Cette situation révèle un défaut de planification qui ne devrait pas exister dans un réseau dont l'une des missions fondamentales est de garantir à tous les élèves, où qu'ils se trouvent, les mêmes conditions de préparation et d'évaluation. Nos élèves et leurs familles ne devraient jamais avoir le sentiment qu'ils sont moins bien considérés parce qu'ils sont scolarisés à l'étranger. Pourtant, c'est précisément l'impression qu'un certain nombre d'entre eux m'ont exprimée ces dernières semaines.

3. Adapter notre réseau aux défis climatiques pour préserver cette excellence

Cette question nous conduit naturellement à un troisième enjeu, qui s'impose aujourd'hui à tous : celui de l'adaptation de notre réseau aux réalités climatiques.

L’excellence pédagogique repose sur nos enseignants et nos programmes, mais aussi des conditions concrètes dans lesquelles les personnels travaillent et nos élèves apprennent. À l'heure où la France connaît un épisode de canicule historique, nous ne pouvons ignorer les conséquences du changement climatique sur nos établissements.

Cette réflexion fait directement écho aux situations que je viens d'évoquer. Car lorsque les classes sont plus chargées, elles deviennent aussi plus difficiles à maintenir dans des conditions acceptables de confort thermique. Lorsque les bâtiments sont vieillissants et insuffisamment isolés, cela engendre mécaniquement une dégradation des conditions de travail, une augmentation des dépenses énergétiques et une moindre résilience face aux épisodes climatiques extrêmes.

Depuis plus de dix ans, l'AEFE a considérablement renforcé la sécurisation de ses établissements. Je crois que nous pouvons collectivement saluer le travail accompli dans ce domaine.

Mais les défis évoluent. J’ai d’ailleurs déposé des amendements, plusieurs années de suite, pour accélérer la rénovation énergétique de nos établissements scolaires à l’étranger. C'est pourquoi je souhaiterais connaître l'état d'avancement des travaux engagés en matière de rénovation énergétique, d'isolation thermique et d'adaptation des bâtiments aux nouvelles réalités climatiques.

- Quelle cartographie des besoins a été réalisée dans le réseau ?
- Quels sont les objectifs fixés par l'Agence ?
- Quels moyens y sont consacrés ?

Il en va non seulement de notre responsabilité environnementale, mais aussi de l'attractivité de nos établissements, du bien-être de nos communautés éducatives et, plus largement, de la qualité du service public d'éducation que nous avons la responsabilité collective de garantir.

Les alertes que nous avions formulées ne relevaient ni de l'opposition de principe ni du conservatisme. Elles procédaient d'une connaissance du terrain et d'une volonté commune de préserver ce qui fait la force du réseau AEFE. Aujourd'hui, les signaux qui nous remontent de plusieurs établissements doivent être entendus.

Notre responsabilité n'est pas de constater les difficultés lorsqu'elles deviennent irréversibles. Elle est de les prévenir.

Je vous remercie.